

Note d'information économique – COVID-19 – 28 avril 2020

Politique monétaire

- **La Fed étend le périmètre et la durée de la *Municipal Liquidity Facility* :**
 - Toujours doté d'une force de frappe de 500 Md USD (2,3 % du PIB), le programme est désormais ouvert aux comtés de plus de 500 000 habitants et aux villes de plus de 250 000 habitants (contre respectivement 2 millions et 1 million d'habitants précédemment). En plus de la dette émise par les 50 États et le *District of Columbia*, la Fed acceptera également les obligations émises par les entités publiques multi-États (auxquelles s'apparentent par exemple les régies de transport des grandes agglomérations New York – New Jersey – Connecticut ou Washington – Virginie – Maryland).
 - La durée maximale des dettes éligibles est portée de 24 à 36 mois, mais la Fed précise que la *Municipal Liquidity Facility* ne sera accessible qu'aux émetteurs disposant d'une note supérieur à BBB- avant l'annonce du 9 avril. La durée de vie du programme a également été étendue de fin septembre au 31 décembre 2020.
 - La Fed indique qu'elle envisage en outre d'étendre l'accès au programme à certaines entités publiques affiliées aux collectivités, telles que les opérateurs d'électricité, d'eau, etc.).
 - Ces annonces étaient largement attendues après les erreurs de conception pointées par de nombreuses collectivités (plafonds trop élevés qui excluaient la quasi-totalité des villes et des comtés, incompatibilité des modalités du programme avec les dispositions constitutionnelles des États, etc.). Ces problèmes avaient été relayés par de nombreux parlementaires des deux bords.

Politique budgétaire

- **Alors que la reprise des travaux parlementaires était prévue le 4 mai, seul le Sénat reprendra son activité.** La majorité démocrate de la Chambre des représentants a annoncé une prolongation de la suspension des travaux parlementaires, justifiée par le nombre toujours très élevé de nouveaux cas de COVID-19 à Washington.

Entreprises

- **Le secrétaire au Trésor S. Mnuchin a déclaré que la Small Business Administration prévoyait de réaliser un « examen complet » et systématique de tout prêt PPP supérieur à 2 M\$ avant d'accorder une annulation. Il a signalé que des sanctions pénales seraient prises à l'encontre des grandes entreprises bénéficiaires qui auraient menti sur la réalité de leur situation financière.**

- **Sept organismes sectoriels de représentation syndicale ont transmis une [lettre](#) commune aux sénateurs démocrates afin de demander à ce que les prochains programmes de soutien votés au Congrès contiennent des dispositions renforcées sur la protection des emplois et des salaires.** Ils dénoncent le fait que la transposition par l'administration de certaines dispositions votées dans le CARES Act favorise l'octroi d'aides fédérales à des entreprises qui ne maintiendront pas l'emploi de leurs salariés, soulignant notamment que les programmes de la Fed ne garantissent pas le maintien des emplois et salaires. Les organisations syndicales signataires de la lettre incluent notamment les syndicats du transport, des professeurs, de l'acier, de l'automobile ou encore des employés municipaux.
- **L'organisation de représentation des acteurs de la distribution, la *National Retail Federation* (NRF) a formulé des recommandations organisationnelles pour la réouverture des magasins fermés en raison de la pandémie.** Le plan intitulé « Operation Open Doors », élaboré avec la participation d'acteurs du commerce de détail, fournit des recommandations en vue d'une réouverture des commerces respectant les objectifs de santé et de sécurité des personnels, clients et fournisseurs et donnant des indications sur les responsabilités en cas de litiges.
- **Selon un [rapport](#) de l'*American Hotel and Lodging Association* (AHLA), l'organisme de représentation de l'industrie de l'hôtellerie, le secteur a licencié ou mis en congé 70% de ses salariés.** Le rapport souligne que 2020 devrait être la pire année jamais enregistrée aux États-Unis pour l'occupation des hôtels et qu'un retour aux conditions d'occupation de 2019 n'aurait pas lieu avant [2022](#). **Une [lettre](#) transmise le 27 avril au Congrès et signée par 13 000 représentants d'entreprises du secteur hôtelier demande des évolutions des dispositifs de soutien (notamment le PPP) afin de préserver l'emploi.**
- **L'index de mesure de la confiance des consommateurs américains établi par le *Conference Board* chute fortement en avril à 86,9, le plus bas niveau constaté en six ans et en baisse sévère par rapport à mars 2020 (118,8).** L'indice est composé de l'évaluation par les consommateurs des conditions actuelles et des attentes concernant l'avenir.

Commerce

- **Les anciens conseillers économiques du président Trump, Clete Willems et Kelly Ann Shaw, encouragent l'administration américaine à procéder à une suspensions générale des droits de douane sur le matériel médical et à appeler ses partenaires à faire de même.** C. Willems s'oppose par ailleurs au projet de décret « Buy America » dans le secteur de la santé défendu par Peter Navarro et suggère plutôt que les États-Unis et leurs alliés en Europe et en Asie entreprennent la construction d'un « *réseau d'approvisionnement fiable* » pour assurer la production de biens essentiels.
- **450 représentants du secteur privé demandent à l'exécutif d'élargir le délai de paiement accordé aux importateurs.** Par un décret du 18 avril, le président américain a accordé un délai de 90 jours aux entreprises pénalisées par les mesures destinées à lutter contre le Covid-19 pour s'acquitter de certains droits de douane sur les marchandises entrées sur le territoire américain aux mois de mars et d'avril, à l'exception des droits sur les importations de biens chinois, sur les importations d'acier et d'aluminium ou sur les importations de biens européens dans le cadre de l'affaire Airbus. Dans un [courrier](#) adressé à Donald Trump, les membres du groupe Americans for Free Trade demandent à l'exécutif d'accorder des délais pour les importations de mai et de juin, sans exception.

- **Le département de la Justice intervient dans une procédure menée par l'International Trade Commission sur les importations de matelas** en provenance de sept pays (Cambodge, Chine, Indonésie, Malaisie, Serbie, Thaïlande, Turquie, Vietnam) **pour demander que des droits anti-dumping ou anti-subsidiation ne soient pas imposés**, au motif que de telles mesures de défense commerciale risqueraient de dépourvoir de lits le système de santé américain.